



Informations du Guatemala

2° année / N° 77

du 15 au 21 juin 1984

POLITIQUE

Schlaudeman au Guatemala
Un nouvel ambassadeur nord-américain
Des politiciens : nous vivons dans un état de fraude permanent
CUSG : les élections, une publicité internationale pour le régime
Les hommes politiques craignent la fraude électorale
Les patrouilles civiles, un danger pour des élections régulières
Les militaires et les policiers pourront voter
Gonzalez del Valle : le bilan de la gestion militaire est effrayant
Le secteur privé fatigué de l'inefficacité gouvernementale

ECONOMIE

La parité du quetzal se maintient
La Banque Centrale octroie des crédits au secteur privé

CONTRE-INSURRECTION

La police nationale effectue des "recensements de sécurité"
Moins d'écoles et plus de hameaux stratégiques
Des crédits pour la construction de villages modèles

INSURRECTION

Affrontement dans le Huehuetenango

DROITS DE L'HOMME

Des juges des tribunaux spéciaux dénoncés
53 victimes de la violence officielle
Il y a moins de syndicats en 1984 qu'en 1945

POLITIQUE

SCHLAUDEMANN AU GUATEMALA

Harry Schlaudeman, ambassadeur itinérant des Etats-Unis en Amérique centrale est arrivé le 19 juin au Guatemala. Cette visite inattendue a lieu à douze jours des élections pour l'Assemblée Nationale Constituante.

L'ambassadeur s'est entretenu avec le général Mejia Victores, chef de l'Etat ; il a jugé l'entretien positif mais n'a pas précisé quels thèmes avaient été abordés.

Selon un bulletin du secrétariat des Relations Publiques de la présidence, l'envoyé spécial du président Reagan et le chef de l'Etat guatémaltèque ont parlé de la "problématique centre-américaine".

UN NOUVEL AMBASSADEUR NORD-AMERICAIN

Le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, a annoncé la nomination, le 15 juin, du nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala : Alberto Martinez Piedra, d'origine cubaine mais de nationalité nord-américaine. Le ministre n'a pas caché la satisfaction du gouvernement militaire à l'annonce de cette nomination.

Martinez Piedra est co-auteur d'un livre intitulé "Guatemala, una promesa en peligro", dans lequel sont analysées, d'un point de vue nord-américain, les dix années de vie démocratique au Guatemala. Cette décennie prit fin en 1954 avec le coup d'Etat dirigé et financé par la CIA qui renversa le gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz.

Le nouvel ambassadeur, jusqu'à présent premier conseiller politique de la mission nord-américaine auprès de l'Organisation des Etats Américains, remplace Frédérick Chapin. Ce dernier avait démissionné en février dernier à la suite de frictions réitérées avec les autorités guatémaltèques en raison des violations des droits de l'homme commises par celles-ci.

DES POLITICIENS : NOUS VIVONS DANS UN ETAT DE FRAUDE PERMANENT

Une atmosphère de pessimisme et de méfiance régnait dans la majorité des partis politiques le 15 juin, à la veille des élections pour l'Assemblée Nationale Constituante. Les partis se sont exprimés sur la situation du pays et sur les processus électoraux précédents.

Le secrétaire général de l'Union du Centre National, Ramiro de Leon Caripio, centriste, a déclaré que depuis 1966 les gouvernements ont toujours fraudé ; il en fait porter la responsabilité aux forces armées et aux partis "qui ont donné leur aval à ces fraudes et à cette corruption".

CUSG : LES ELECTIONS, UNE PUBLICITE INTERNATIONALE POUR LE REGIME

Les dirigeants de la Confédération d'Unité Syndicale ont qualifié les prochaines élections de "formule de consommation internationale". Selon les dirigeants syndicaux, les travailleurs "ne croient pas aux prochaines élections" et ne participeront pas à l'événement pour ne pas se prêter à un jeu pseudo-démocratique".

L'actuel état de violence ne permet pas la réalisation d'élections libres, ont déclaré les leaders ouvriers ; la majorité des candidats qui y participent sont "des opportunistes, sans orientation ni honnêteté politiques, carents de représentativité, qui participent afin d'obtenir des positions de pouvoir".

Alors que Humberto Rivas Garcia, du Parti Institutionnel Démocratique (PID, parti de droite), affirmait : "Le peuple guatémaltèque voit les élections du 1er juillet avec apathie et peu d'enthousiasme, en raison de la situation désespérante et précaire dans laquelle il se trouve, situation due au manque de travail".

LES HOMMES POLITIQUES CRAIGNENT LA FRAUDE ELECTORALE

Plusieurs dirigeants politiques ont reconnu, le 13 juin, la possibilité d'une fraude électorale lors des élections ; le général Mejia Victores a rejeté le 19 la pétition de quelques secteurs politiques demandant que les élections soient supervisées par le Collège des Avocats et par l'Université de San Carlos.

Selon Danilo Barillas, du Front Civique Démocratique (centre-gauche), une nouvelle fraude "peut nous conduire jusqu'à une guerre civile" ; le social-démocrate Cesar Augusto Toledo Penate et Francisco Reyes Ixcamey (de droite) ont pronostiqué des soulèvements populaires si la pureté des suffrages est altérée.

LES PATROUILLES CIVILES, UN DANGER POUR DES ELECTIONS REGULIERES

Les patrouilles d'auto-défense civile constituent un danger pour la régularité du processus électoral, a affirmé le 15 juin José Francisco Perez Rosales, dirigeant Front Uni de la Révolution (FUR, social-démocrate). Les patrouilleurs civils, soumis à la discipline militaire, ne pourront exprimer librement leurs suffrages et seront victimes de pressions destinées à les faire voter pour les candidats bénéficiant de la sympathie de l'armée.

Selon Cesar Augusto Toledo Penate, également du FUR, "la question est de savoir vers qui iront les suffrages des patrouilleurs civils ; 800 mille votes sont décisifs dans une élection".

Le dirigeant du Parti l'Unification Anticommuniste, Jorge Martinez del Rosal, a fait savoir le 19 que l'armée obligeait les membres des patrouilles civiles à participer deux fois par semaine à de longues journées d'endoctrinement idéologique, dispensé dans les casernes par des officiers. Ceci en plus du service de surveillance obligatoire et gratuit qu'ils doivent fournir pour appuyer les forces armées dans leur tâche contre-insurrectionnelle. Les patrouilleurs représentent plus de 31% des citoyens habilités à voter.

LES MILITAIRES ET LES POLICIERS POURRONT VOTER

Les membres de l'armée et les policiers pourront voter lors des prochaines élections du 1er juillet, a déclaré le 15 juin le président du Tribunal Suprême Electoral, bien que la loi le leur interdise.

En mai dernier, le décret-loi 40-84 dérogeait à la loi selon laquelle les ministres de la Défense et de l'Intérieur devaient envoyer au registre électoral les listes nominatives des membres des forces de sécurité. Plusieurs secteurs politiques avaient alors fait remarquer que personne ne pourrait éviter que les militaires et les policiers ne votent en faveur des candidats comptant avec l'appui du gouvernement.

GONZALEZ DEL VALLE : LE BILAN DE LA GESTION MILITAIRE EST EFFRAYANT

Selon Jorge Gonzalez del Valle, dirigeant du Front Civique Démocratique, le bilan de ces quatorze dernières années de gouvernement, "caractérisées par le contrôle militaire sur l'appareil d'Etat, est réellement effrayant". De tels gouvernements ont conduit le Guatemala au bord du chaos social et économique et à la politisation de l'armée.

Durant ces quatorze ans, "plus de 30 mille personnes, principalement des étudiants, des enseignants et des travailleurs ont été assassinés pour des raisons à caractère politique" ; le pays a été progressivement militarisé jusqu'au point d'enrôler de force 800 mille paysans dans les patrouilles d'auto-défense civile, directement sous contrôle militaire, converties en organisations de répression et qui ont été dénoncées à plusieurs reprises.

LE SECTEUR PRIVE FATIGUE DE L'INEFFICACITE GOUVERNEMENTALE

Le secteur privé guatémaltèque est fatigué des bévues de ceux qui exercent le pouvoir et cherche à "ramener le gouvernement à sa légitime fonction de dirigeant de la chose publique", a déclaré Julio Lowenthal, ex-président de la Chambre du commerce et propriétaire de plusieurs entreprises commerciales et financières, pour expliquer sa participation à la coalition d'extrême-droite formée par le Mouvement de Libération National (MLN) et la Centrale Authentique Nationaliste (CAN). "Du poste que j'ai occupé dans le secteur privé, je me suis toujours senti victime des bévues et des décisions arbitraires et bureaucratiques de fonctionnaires improvisés ainsi que de la lourdeur gouvernementale qui freine le développement et le progrès du pays".

ECONOMIE

LA PARITE DU QUETZAL SE MAINTIENT

La Banque du Guatemala a fait savoir le 15 juin qu'elle maintenait la parité formelle entre le quetzal et le dollar (un pour un). Néanmoins, sur le marché libre, le dollar est coté à 1,40 quetzal et il semble qu'il pourrait atteindre un taux de change similaire à celui de fin 83 (1,51 quetzal), selon des informations recueillies auprès de personnes qui achètent des dollars dans la capitale.

Selon un cadre du secteur privé, qui désire conserver l'anonymat, en dépit des restrictions officielles, le marché du dollar accuse une tendance à la hausse dans le pays quant au volume des achats ; depuis le début de l'année, pas moins de 100 millions ont été mobilisés, dont une grande partie est sortie du pays.

LA BANQUE CENTRALE OCTROIE DES CREDITS AU SECTEUR PRIVE

La Banque Centrale du Guatemala a autorisé 145 millions de quetzales de crédits, destinés à la réactivité de la production. Selon cette information, communiquée le 15 juin par la Banque, 70% des crédits sont orientés vers l'agro-exportation, notamment les secteurs du coton, du café et de l'élevage.

Des représentants des petits et moyens producteurs, non bénéficiaires des crédits, ont critiqué la politique officielle : le gouvernement identifie la réactivité de l'économie avec l'amélioration des secteurs les plus puissants.

CONTRE-INSURRECTION

LA POLICE NATIONALE EFFECTUE DES "RECENSEMENTS DE SECURITE"

La police nationale effectue depuis plusieurs jours dans la capitale de nouvelles et rigoureuses opérations de contrôle, qui incluent une enquête sur les activités personnelles de chacun.

Le porte-parole de la police, le colonel Mario Ramirez Ruiz, a fait savoir que les policiers vérifient qui vit dans chaque maison, quelles sont les activités des occupants, leurs horaires d'entrée et de sortie, le nombre de véhicules, ce qu'il qualifie de "recensement de sécurité" visant à ce que chaque policier connaisse parfaitement bien le secteur de la ville qui lui est assigné.

De nombreux habitants de la capitale ont protesté auprès des médias en raison de "l'attitude arrogante et abusive" des policiers lors de ces opérations.

MOINS D'ECOLES ET PLUS DE HAMEAUX STRATEGIQUES

Selon une information du 13 juin d'Isabel Putzeys, ministre de l'Éducation, les programmes de construction d'écoles prévus pour 1984 ont été suspendus et leurs fonds transférés à la construction de hameaux stratégiques. Cette décision a été prise en mai dernier lors d'une révision budgétaire ; il a été considéré que la construction d'édifices scolaires devait céder le pas à l'implantation de populations sous contrôle militaire, concentrations appelées pôles de développement ou hameaux stratégiques par les autorités.

Le budget de l'Éducation de 1984 avait été diminué de 15,5% par rapport à l'année précédente. Près de 30 mille instituteurs sont au chômage et environ 70% de la population est analphabète.

DES CREDITS POUR LA CONSTRUCTION DE VILLAGES MODELES

La Banque Nationale de Développement Agricole (BANDESA) a octroyé le 17 juin un prêt de presque 40 millions de dollars pour la construction de résidences dans un village modèle de la localité de Paquic, dans le département central du Chimaltenango.

La BANDESA, créée pour aider les petits et moyens agriculteurs a déjà accordé ces derniers mois des prêts similaires.

Les organisations populaires, démocratiques et révolutionnaires ont dénoncé le fait que l'armée du Guatemala canalise la majorité des recours de l'État à des fins contre-insurrectionnelles.

INSURRECTION

AFFRONTEMENT DANS LE HUEHUETENANGO

Le 15 juin, un combat a opposé les troupes officielles et insurrectionnelles dans le département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays). Les militaires ont indiqué le 16 que le choc avait eu lieu dans la municipalité Santa Cruz Barillas et que deux rebelles étaient morts. Dans cette zone opère l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP), l'une des quatre organisations insurrectionnelles qui composent l'Unité Révolutionnaire guatémaltèque (URNG).

DROITS DE L'HOMME

DES JUGES DES TRIBUNAUX SPECIAUX DENONCES

Un groupe de personnes, condamnées par les ex tribunaux spéciaux, a dénoncé le 19 juin les avocats Marco Antonio Barrientos Rubio et Roberto Antonio Pastor Cojulum, de tendance d'extrême-droite, pour avoir exercé la fonction de juges dans les tribunaux en question.

Les condamnés ont demandé au Collège des Avocats de sanctionner leurs deux confrères pour avoir commis des abus d'autorité notoires.

C'est la première fois qu'est révélée l'identité de juges des tribunaux spéciaux, qui ont opéré secrètement pendant plus d'un an sous la responsabilité du ministère de la Défense (à la tête duquel se trouvait alors le général Oscar Mejia Victores), condamné à mort 15 personnes et plus de cent à de longues peines de prison.

Les accusés ont également demandé la révision de leur procès par un tribunal ordinaire ; ils assurent pouvoir prouver les menaces, les exactions et actes arbitraires dont ils ont été victimes.

53 VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

22 personnes assassinées, 11 séquestrées et portées disparues, 20 blessées, tels sont les faits attribués aux effectifs gouvernementaux, selon les informations de la presse et des organisations de secours, entre les 12 et 19 juin. Parmi les victimes se trouvent au moins 6 femmes et 4 enfants.

IL Y A MOINS DE SYNDICATS EN 1984 QU'EN 1945

Le 17 juin, Gabino Queme Chojolan, dirigeant du Front Uni de la Révolution (FUR), parti social-démocrate, a dénoncé la vague de violence dont est victime le mouvement syndical ; violence qui va du licenciement en masse, de la retenue sur salaire de manière indéfinie, de la fermeture d'entreprise, jusqu'à la persécution, l'enlèvement et la mort.

Selon Queme Chojolan, la liberté syndicale et d'organisation est presque nulle dans le pays.

De son côté, le Front Civique Démocratique a émis un communiqué de presse dans lequel il assure que "l'organisation des masses laborieuses a été brisée, au point qu'en 1984, il y a moins de syndicats qu'en 1945, leurs leaders ont été assassinés, sont portés disparus ou exilés.